

Gauchistes anti-capitalistes : des faux humanitaires !



Maroussi (Grèce), anti-k.org : « *Act for freedom now !* »
« Revendication de l'attaque incendiaire de la National Bank.
Vive l'anarchie ! « *Même si nous ne gagnons jamais, nous nous battons toujours !* »

« Face à la crise capitaliste mondiale, les administrateurs de l'État, après avoir géré militairement les foules et les avoir mis en quarantaine, leur instillent une terreur continue, par la répression et une restriction des libertés acquises et des salaires. Derrière la faim et la misère qui se propagent, les désespérés restent marginalisés, comme les communautés de migrants, tandis que les privilégiés renforcent leurs privilèges ! »

Et les gauchistes révolutionnaires de se comporter comme les mafieux, non sans dénoncer les forces de sécurité du gouvernement ! « *Le 16 juillet, à 3h20, nous avons mené une attaque incendiaire contre la National Bank, dans le centre de Maroussi, ville de la banlieue nord d'Athènes. Le distributeur automatique de billets a été complètement détruit et la façade*

a subi des dommages importants, la fumée et les flammes ont atteint l'intérieur du bâtiment. Le choix de la cible n'a pas été un hasard. La National Bank a participé à des ventes aux enchères, comme avec l'expulsion d'une vieille dame dans le quartier de Petralona.

« Le rôle des banques dans les ventes aux enchères est la suite de l'attaque et du déracinement des personnes opprimées par l'État et les patrons. La situation évoque une ville dans un chaudron en ébullition. À une époque où l'État prévoit des prisons avec une surveillance plus grande, pour les ennemis intérieurs, l'État donne un spectacle de répression. Une junte libérale s'attaque aux manifestations et aux squats.

« En plus des unités de la police grecque (correspondant aux CRS et aux voltigeurs français), les flics municipaux et la municipalité d'Athènes ont joué un rôle très insidieux dans la répression des squats.

« Ils méritent le pire. Le gouvernement promulgue des lois contre les manifestations politiques. La guerre qu'ils mènent est marquée par la violence et la terreur psychologique. Ils veulent imposer le silence par un État terroriste. Ce qu'ils ne pigent pas, c'est qu'ils ne sont pas invulnérables.

« Des flics ont été brûlés lors des manifestations en centre-ville, cela nous a donné un large sourire. Ne nous habituons pas à la mort et à la peur. Arrêtons la gestion fasciste de la ville. Contre le patriarcat, l'État et les patrons. Brûlons-le comme mille soleil brûlent. Luttons pour la terre et pour la liberté. Vive l'anarchie ! »

anti-k.org : « C'est pas en étant sage qu'on aboutit à quelque chose ! »

anti-k.org : « On nous empêche de sauver des vies ! » Ben voyons ! TAKAYCROIRE !

« Navire de SOS Méditerranée immobilisé : Depuis le 22

juillet, l'Ocean Viking, le navire (du terrorisme humanitaire des gauchistes anti-capitalistes révolutionnaires) de l'association SOS Méditerranée, est détenu par les autorités italiennes. Bloqué à quai en Sicile, il ne peut mener ses missions de (terrorisme humanitaire) en mer. L'Ocean Viking, le navire (du terrorisme humanitaire des gauchistes anti-capitalistes révolutionnaires) a pour but de (manipuler) les migrants traversant la Méditerranée. Depuis son lancement en juillet 2019, le remplaçant de l'Aquarius a (manipulé) plus de 2 000 migrants. Les autorités italiennes ont placé le bateau en détention après une inspection menée par les garde-côtes italiens dans le Porto Empedocle, en Sicile.

En cause : *des irrégularités techniques et opérationnelles*. Sophie Beau, directrice générale de SOS Méditerranée minimise. Elle parle de déficiences mineures face aux règles à respecter !

L'Italie essaie probablement de bloquer les navires (du terrorisme humanitaire des gauchistes anti-capitalistes révolutionnaires). Elle se sent en première ligne isolée par les États européens face aux migrants.

Le principal motif de détention notifié par les garde-côtes italiens s'énonce comme suit : *Le navire a transporté plus de migrants que le nombre autorisé par le certificat de sécurité pour navire de charge*.

La manipulation des gauchistes révolutionnaires du terrorisme humanitaire est exprimée à la manière de la propagande gauchiste mensongère comme suit : Les migrants ne doivent pas être considérées comme des passagers, mais comme auto-naufragés ! En menant des opérations de récupération des auto-naufragés à proximité du navire, le capitaine de navire a l'obligation de porter assistance aux migrants auto-naufragés.

L'Ocean Viking n'hésite pas à nier la réglementation maritime, une fois de plus, pour transporter plus de migrants que le

nombre spécifié dans les documents de sécurité du navire. La propagande habituelle des gauchistes révolutionnaires du terrorisme humanitaire continue : Selon le droit maritime, les États côtiers ont l'obligation de procéder au débarquement le plus vite possible de ces migrants auto-naufragés ! Depuis un an et demi ces procédures ne sont pas respectées. On n'est pas les seuls, trois bateaux d'ONG sont à l'arrêt !

Moralité : Les exactions de l'Ocean Viking mettent les migrants auto-naufragés en péril !

anti-k.org : « Sea-Eye poursuit les autorités italiennes. Méditerranée centrale : Sea-Watch 4 prend la mer. Après que l'Ocean Viking a été amarré dans le port de Palerme, il n'y a actuellement aucun navire du terrorisme humanitaire en Méditerranée. Le Sea-Watch 4 devrait quitter le port espagnol de Burriana pour se rendre au large de la Libye afin de mener des opérations de terrorisme humanitaire en mer. Médecins Sans Frontières (MSF) milite avec Sea-Watch 4 et fournit un médecin et une sage-femme à bord. Sea-Watch 4 est la réponse claire du terrorisme humanitaire des gauchistes anti-capitalistes révolutionnaires à la politique raciste de l'UE qui refuse l'instrumentalisation des migrants auto-naufragés menés sur le continent européen !

Le terrorisme humanitaire des navires des gauchistes anti-capitalistes révolutionnaires s'oppose à la soi-disant politique xénophobe, réactionnaire et raciste, contre la cause des migrants auto-naufragés. C'est la négation de la France du pays réel comme un « chez soi » dont les nationaux seraient les seuls illégitimes !

Les lois de l'hospitalité sont manipulées par le terrorisme humanitaire des gauchistes anti-capitalistes révolutionnaires soustraits aux racines pourries du régime raciste de la légalité du droit de la mer.

anti-k.org soutient *la pensée révolutionnaire du travail*

résolu de l'antiracisme politique !

anti-k.org : « *L'anticapitalisme regroupe un ensemble de mouvements qui s'opposent au capitalisme.*

L'anticapitalisme condamne naturellement le profit, l'importance de l'argent, la spéculation, le salariat, la concurrence économique, les effets jugés néfastes du capitalisme sur la société (immoralité, inégalités), l'environnement, et les formes de base du capitalisme. L'anticapitalisme anarchiste regroupe communistes, socialistes, marxistes, écolo-gauchistes, libertaires, anarchistes et syndicalistes anarcho-révolutionnaires.

« Les anarchistes, après l'insurrection de la Commune de Paris en 1871 où ils furent nombreux à lutter, s'investissent dans l'anarcho-syndicalisme et dans l'anarcho-communisme. Par la suite, l'anarchisme comme mouvement organisé a perdu une grande partie de son influence en France, mais parvient à la fin du XX^{ème} siècle à subsister. L'anarcho-syndicalisme révolutionnaire s'oppose au capitalisme sur le lieu de travail et souhaite l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par *l'expropriation capitaliste*.

Les écolo-gauchistes révolutionnaires de l'écologie politique sont partisans de la fin du capitalisme.

Les anarcho-gauchistes révolutionnaires militent naturellement pour un monde sans police !

anti-k.org : « Les grands médias français ne s'en font guère l'écho, mais une revendication fait son chemin outre-Atlantique, à la faveur des mobilisations historiques contre le racisme et les violences policières, pour l'abolition de la police. Ce mot d'ordre était l'apanage de petits groupes prônant l'abolition de la prison, il est aujourd'hui discuté dans des cercles plus étendus et fait l'objet d'une campagne nationale. Faut-il en finir avec la police ? Cette question

devrait préoccuper tous ceux qui s'interrogent sur les autres mondes possibles et sur les autres formes d'organisation sociale. Aux USA, le mot d'ordre d'abolition de la police s'articule en réalité autour d'un triptyque : disempower, disarm, disband (affaiblir, désarmer, démanteler).

« Affaiblir la police, c'est s'opposer à la construction de nouveaux commissariats, à la création de nouvelles unités, à l'extension des prérogatives et des zones d'intervention de la police, aux campagnes de recrutement, etc. Le mot d'ordre de la baisse des financements de la police (Defund the Police) est repris dans les manifestations. Plusieurs villes ont pris la décision de réduire les budgets de la police, avec New York et la baisse d'un milliard de dollars (pour un budget de six milliards) et Los Angeles (les effectifs de la police de la ville seront ramenés en dessous de 10 000, leur niveau le plus bas depuis 2008). Démanteler la police, c'est la suppression du corps policier qui opprime la population qu'il prétend protéger. Mélenchon : « On a le droit de rêver d'une société sans police, c'est un beau rêve, mais ce n'est qu'un rêve. Il faut une police, pensée, organisée, obéissante à l'État républicain et aussi désarmée que possible ! » Ben voyons !

anti-k.org : « *Démanteler les infrastructures de surveillance et de discrimination massives !* Si les moratoires dans le domaine de la reconnaissance faciale soulagent les opposants, ces réponses des grandes entreprises de la technologie demeurent des décisions commerciales calculées qui répondent avec plus ou moins de sincérité à la pression publique et aux mobilisations contre le racisme et les violences policières qui secouent les États-Unis depuis la mort de George Floyd. Les grandes entreprises de la sécurité ne sont pas des défenseuses des libertés ou encore des contre-pouvoirs antiracistes.

« La surveillance contribue-t-elle au bien-être humain ? Jathan Sadowski veut démanteler la machine de guerre urbaine que ces entreprises mettent en place. *Caméras omniprésentes,*

algorithmes prédictifs, systèmes intelligents, les technologies de la ville intelligente n'ont pas leur place dans une société qui rejette l'oppression, estime-t-il. Cette intelligence qu'il faut entendre surtout en son sens anglais de renseignement, tient plus d'un travail de police que d'une quelconque faculté à comprendre les comportements délinquants.

« Le démantèlement passe par la suppression des budgets qui maintiennent cette vaste infrastructure de police et par l'annulation de contrats lucratifs avec des sociétés de surveillance (comme Palantir, Ring, Clearview AI... pour ne citer que les plus connues). Plutôt que d'austérité pour les écoles et les services sociaux, *nous avons besoin d'austérité pour la surveillance et le contrôle social (des délinquants).*

anti-k.org : « *Conquérir le droit à la ville pour penser la propriété autrement.* Le droit à la ville, tel qu'il a été théorisé par le philosophe et géographe marxiste Henri Lefebvre en 1967, est plus que jamais menacé par l'avènement de la ville capitaliste, à la fois lieu de consommation et consommation du lieu. Face à la logique de privatisation de l'espace public et de marchandisation du territoire, les classes populaires, les migrants et les habitants précaires sont les premières victimes. Comment dès lors conquérir un droit à la ville pour tous ?

Damien Astier : « La clé pourrait se situer dans la conception de la propriété qui ne doit plus s'entendre comme une appropriation individuelle, mais comme une (ir-)responsabilité partagée.

La classe dominante, la bourgeoisie propriétaire et l'aristocratie stato-financière ont façonné Paris : privatisation du patrimoine immobilier et des lieux de culture, ségrégation, évacuation de la classe ouvrière, concurrence des usages et standardisation des commerces et de l'architecture, diktat des rythmes urbains, la proximité de la ville relevant bien souvent d'un luxe qui se paye à prix fort

sur le marché de l'immobilier.

« Le droit à la ville se manifeste comme forme des droits : droit à la liberté, droit à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. *Le droit à l'appropriation s'implique dans le droit à la ville.*

« Dans certaines villes, on entend parfois élus et habitants s'insurger, à juste titre, contre la cherté des logements, les immeubles vacants, ou contre la disparition des commerces de proximité. Ces situations résultent d'une logique qui sévit sur la ville, ou plus exactement qui produit la ville : une économie de marché malade. Malade de la spéculation, qui amène à considérer, en zones tendues, l'immobilier comme un placement financier, un actif offrant du rendement, contre des actions très incertaines en bourse !

anti-k.org : « *Pourquoi sommes-nous trotskystes ? Être trotskystes, c'est la seule façon d'être fidèles aux idées communistes.* Léon Trotsky a continué à défendre les idées du communisme révolutionnaire après que, dans les années 1920, avec la bureaucratisation croissante de l'Union soviétique, qui furent trahies par ses nouveaux dirigeants une à une, entraînant dans la dégénérescence le Parti bolchévik puis l'ensemble des autres partis communistes. En URSS, deux dirigeants très importants de la Révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky, luttèrent contre la bureaucratisation du régime et l'étouffement de la démocratie ouvrière.

Après la mort de Lénine en 1924, les militants de l'Opposition de gauche groupés autour de Trotsky ont continué ce combat, défendant l'héritage du bolchevisme face au stalinisme. Le trotskysme est issu du combat de ces milliers de militants fidèles aux idéaux de la révolution prolétarienne d'octobre 1917. Isolés par des campagnes de calomnies et des exclusions, puis éliminés par les meurtres et la terreur physique, ces militants ont laissé un héritage politique formulé par Trotsky qui donna au mouvement ouvrier révolutionnaire, dans son

ouvrage *La révolution trahie*, une analyse du processus de dégénérescence du premier État ouvrier.

Dès avant sa déportation (1928) puis son expulsion d'URSS (1929) et jusqu'à son assassinat sur ordre de Staline (1940), Trotsky, dernier représentant des idées communistes non frelatées par le stalinisme, a analysé les bouleversements politiques provoqués par l'exacerbation de la lutte des classes, dans les années 1930. Il a transmis une analyse du nazisme et du fascisme comme des formes de dictatures féroces utilisant la rage de la petite bourgeoisie ruinée par le capitalisme (et ensuite par le communisme) pour détruire les organisations ouvrières et encadrer toute la société au service de la grande bourgeoisie.

À la même époque, Trotsky a dénoncé la politique du Front populaire qui mettait la classe ouvrière à la remorque des partis petits-bourgeois défendant, au fond, les intérêts de la bourgeoisie. Depuis, c'est cette même politique qui, en 1973, a désarmé le prolétariat chilien sous Allende et l'a rendu impuissant face au coup d'État de Pinochet. C'est cette politique qui, en France, avec les différents gouvernements d'union de la gauche, a entraîné la démoralisation politique des travailleurs. Face à la menace de guerre mondiale, Trotsky rédigea le *Programme de Transition*, en 1938, espérant que des événements révolutionnaires se produiraient et que les militants permettraient à l'humanité de se débarrasser de l'exploitation et de la barbarie. Aujourd'hui où le monde capitaliste s'enfonce dans la crise, ce capital politique transmis par Léon Trotsky, et les objectifs de combat proposés aux travailleurs en lutte dans le *Programme de Transition*, sont pleinement d'actualité.

Moralité : Une éradication nécessaire de la peste trotskyste du terrorisme humanitaire des gauchistes anti-capitalistes révolutionnaires est devenue quasiment impossible ! Tout ça va laisser des traces !

Marguerite Yourcenar : « *Je condamne l'ignorance qui règne en ce moment dans les démocraties* » !

C'est dire si tout cela est fait avec le soutien de Macron-le-petit, et avec le plus grand sérieux !

Que peut-on attendre de ces gens-là, ces trotskystes du terrorisme humanitaire, ces gauchistes anti-capitalistes révolutionnaires, et Macron socialiste incompetent, mystificateur, lâche et manipulateur ?

La France soumise aux trotskystes terroristes humanitaires brûle, et pas seulement avec ses églises.

Comme le dit si bien h16 : Ce pays est foutu !

Assurément, tout ça va mal finir !

Thierry Michaud-Nérard